

Compte rendu GT Cadastre du 03/10/2017

Ce groupe de travail, initialement prévu le 15 septembre, s'est tenu sous la présidence de M. Le Baron (chef du service de la Gestion Fiscale) ce mardi 3 Octobre 2017.

La présence de notre secrétaire général dans la délégation a montré à la Direction Générale que le danger initié par les fiches préparatoires n'échappait pas à la CGT.

La délégation a affirmé que ce GT scelle la mort du plan cadastral à court terme. Aucune solution cohérente pour la mise à jour du plan n'est apportée, **si ce n'est l'abandonner durablement**. Laisser penser que la RPCU et les photographies aériennes permettront une mise à jour automatique **est une erreur technique grossière**.

Les collègues qui ont travaillé sur ce dossier se sentent aujourd'hui piégés et trahis, puisque la DG veut utiliser leurs travaux contre la mission ! Ils souhaitent stopper toute collaboration, ce qui est totalement compréhensible et légitime : c'est on ne peut plus normal.

Continuer à vouloir séparer la mission fiscale et la mission topographique est une faute stratégique!

La CGT FiP a rappelé ses solutions, notamment la nécessité de conserver le tryptique topographie/foncier/fiscalité.

Nous avons également remis au Président de séance les pétitions signées par plus de 1150 agents du cadastre, tous grades confondus !

Dans sa réponse, la Direction Générale s'est étonné des mots très durs utilisés :

« Nous n'avons pas la même lecture des fiches, il ne s'agit pas de la mort du cadastre mais d'une simple redéfinition des priorités ».

Les collectivités locales ont besoin de bases d'imposition actualisées et le plan étant à jour, nous pouvons baisser la garde sur cette mission et nous recentrer sur la mission fiscale. La mission topographique peut être modernisée (!!): en local mise à jour des bâtiments emblématiques et centralisation du reste de la mise à jour grâce à la RPCU qui facilitera la superposition des orthophotos.

Chacun sait qu'un plan qui n'est plus mis à jour se meurt très rapidement. A l'évidence, 1150 collègues signataires de la pétition de la CGT ont très bien saisi le contenu de ces fiches...

Aucune inflexion des documents de ce GT n'est apparue possible à ce stade. Devant ce blocage et suite à une interruption de séance l'ensemble des organisations syndicales a décidé de quitter cette réunion.

Un communiqué commun exigeant une audience avec le directeur général a également été décidé.

La délégation pour la CGT Finances Publiques :

Olivier VADEBOUT, Patrick SARRABAYROUSE, Thierry DUCASSE, Paul CASALTA, Jean DEBEAUSSART